

Henderson) le soin de lui répondre; et quand ils disséqueraient ses données statistiques, je ne doute point que la Chambre et le pays ne trouvent ample matière à divertissement, à voir s'écrier si facilement tout cet échafaudage de chiffres fantaisistes. L'habileté dont fait preuve le député de Brant en maniant les millions me remet en mémoire le fait de ce jongleur qui se vantait de pouvoir tout faire avec les chiffres. Comme je n'envie nullement à l'honorable député son habileté dans le manement des millions, et que je ne veux pas abuser de la patience de la Chambre, je m'abstiendrai d'en dire davantage sur ces questions de statistique dont l'électeur n'a cure.

Il est un fait incontestable: c'est que la dette publique est plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1896. Supposons un instant que le député de Brant, montant à la tribune populaire, répète dans une assemblée publique la magnifique harangue qu'il vient de prononcer ici aujourd'hui: que répondrait-il à l'électeur qui lui poserait cette question-ci: "M. Heyd, la dette publique s'est-elle accrue depuis 1896?" "Sans doute," lui répondrait-il, "notre dette publique s'est accrue de \$3,000,000." "Assez," ferait l'électeur; "cela me suffit: ne vous fatiguez pas davantage; faites trêve à vos discours; tous vos éclaircissements seraient inutiles à vous justifier: avant votre avènement au pouvoir, vous aviez promis de ne pas augmenter la dette publique; vous n'avez pas tenu parole." Et le budget des dépenses annuelles s'est-il grevé davantage? Voilà encore une question que poserait l'électeur; et la réponse serait aussi dans l'affirmative: les dépenses se sont énormément augmentées. Voilà des faits que les électeurs comprennent parfaitement. Et les objets de consommation—je le demande au ministre des Douanes—se sont-ils dégrèvés depuis 1896, au bénéfice du consommateur? Le pétrole, lui, coûte-il moins cher aujourd'hui qu'alors? Le cultivateur se procure-t-il son fil d'engrègement à meilleur marché; et les outils dont se servent le menuisier, le charpentier, le forgeron, se paient-ils moins cher aujourd'hui qu'à cette époque? Au contraire, le prix des objets de consommation est plus élevé aujourd'hui que dans ce temps-là. Au moins, le cultivateur obtient-il un prix plus rémunérateur pour ses produits? Non.

Quelques VOIX: Oui.

M. BERGERON: Il est possible que les récoltes aient été meilleures depuis 1896; mais, pour le coup, on ne prétendra pas que ce soit là le résultat de la politique du gouvernement. La question qui se pose est celle-ci: les cultivateurs reçoivent-ils pour leurs produits des prix plus rémunérateurs qu'autrefois? Non. Le gouvernement, sans doute, est impuissant à augmenter le rendement des terres; mais il peut fort bien exercer son influence sur le relèvement des

prix des produits agricoles. Les temps sont meilleurs aujourd'hui qu'en 1896; mais est-ce le gouvernement qui a créé cette prospérité?

M. HEYD: Certainement.

M. BERGERON: Pas du tout. Je le demande à mon honorable ami: en quoi l'administration de ces messieurs a-t-elle pu influer sur la prospérité qui règne actuellement aux États-Unis? En rien, et ainsi en est-il de tous les autres pays. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est de voir qu'au sein de cette grande prospérité, notre dette publique et le budget de nos dépenses annuelles ont pris de nouvelles proportions, et que, malgré cela, la situation des consommateurs s'est empirée, au lieu de s'améliorer, depuis 1896. Le salaire des ouvriers, actuellement, est-il plus élevé qu'il ne l'était à cette époque?

Quelques VOIX: Oui.

M. BERGERON: Pas le moins du monde. Si les salaires ont augmenté, comme le prétendent ces messieurs, comment expliquer ces grèves qui éclatent à chaque instant dans les centres industriels, sur tous les points du pays? Il y a un mois à peine une grève éclatait dans mon propre comté, et des milliers d'ouvriers étaient réduits à chômer, parce qu'on refusait d'élever leurs salaires qu'on avait rognés. La même chose se répète d'un bout à l'autre du pays. Voilà des faits que je livre à la méditation de ceux qui prétendent que la prospérité règne au pays et que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

La richesse nationale s'est-elle accrue depuis 1896?

Des VOIX: Oui.

M. BERGERON: Ces messieurs le pensent ainsi, sans doute parce que la dette publique a augmenté.

J'ai un mot à dire au ministre des Finances au sujet de la comptabilité publique. Ces jours-ci, je lisais dans un journal libéral très important, une fort sévère critique de la comptabilité de mon honorable ami, relativement aux dépenses imputables sur le capital, ainsi qu'au budget des dépenses annuelles: Comme le fait observer ce journal, il est curieux de voir jusqu'à quel point les gouvernements qui se succèdent, réussissent à se tromper mutuellement. Dans son excellent exposé budgétaire, ajoute-t-il, M. Fielding nous annonce, pour l'exercice courant, un excédent de \$5,500,000 et il prévoit, pour le prochain exercice, un excédent de \$7,000,000. Si mon honorable ami eût fait partie de cette Chambre il y a quelques années, lorsque l'ex-ministre des Finances, sous le régime conservateur, présentait son budget et annonçait d'année en année des excédents, il aurait entendu du ministre du Commerce (sir Richard Cartwright) tonner contre l'administration, critiquer ces excédents et s'écrier

que c'est
judice
tre des
tion, a
budget
bilique
cur, en
teurs
c'est s
dépens
soit su
des dé
tionner
Je prie
n'ont p
fois, du
leurs v
consign
dellber
de tou
budget
désinv
Mals, j
sont bi
vole de
sous le
était de
d'inscri
jourd'h
Jambée
d'hui q
cédents
une gra
monde
est rass
Le mi
qu'a en
caine.
ti? Nos
promen
me dem
sou de
conféer
partagé
ment re
près les
d'espoir
qu'il en
propre
n'en ser
il faudr
pris par
bien gar
fallu pa
prohibiti
moyen
prohibiti
ment pa
min de f
une dép
que ne d
vateur.
du com
\$1,600,00
peuple l'
autre les
pont Vic
période